



Ségolène Royal, candidate à l'élection présidentielle

Parti Socialiste

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 56 77 00
Fax : 01 47 05 15 78

www.parti-socialiste.fr

Paris, le 01 FEV. 2007

Nos réf. : 1035-in/bg

Madame la Présidente,

J'ai bien reçu la lettre que vous m'avez adressée à propos de ma visite au Proche-Orient.

Votre association, France-Palestine-Solidarité, connaît bien la position des socialistes sur le conflit israélo-palestinien. Je voudrais seulement vous dire que cette position, depuis l'intervention de François Mitterrand à la tribune de la Knesset, en 1982, n'a pas varié. Elle est basée sur l'affirmation d'une réalité fondamentale que je veux rappeler ici : il n'y a pas d'autre solution au Proche-Orient qu'une paix juste et durable sur la base d'une double exigence, le droit de l'Etat d'Israël à l'existence et à la sécurité et le droit des Palestiniens à un véritable Etat souverain et viable dans lequel ils pourront mener une vie digne. Il est essentiel de garantir pour Israël comme pour la Palestine l'assurance de vivre en sécurité à l'intérieur de frontières reconnues internationalement.

Il n'y a pas d'autre solution que de tenir à tous ce même langage, qui est le langage de la raison et de la justice.

Cette vision de la paix a pour fondements la légalité internationale fondée sur le respect de l'ensemble des résolutions des Nations-Unies, à commencer par les résolutions 181, 242 et 338, les termes de référence acceptés lors de la Conférence de Madrid et bien sûr les engagements déjà souscrits par les parties.

Cette paix, nous en connaissons tous déjà les contours. Ils ont été très précisément esquissés lors de la rencontre de Taba en janvier 2001. Cette rencontre avait abordé l'ensemble des sujets : délimitation des frontières, question des colonies, statut de Jérusalem, future capitale des deux Etats, question des réfugiés. Par la suite, des personnalités israéliennes et palestiniennes de bonne volonté ont élaboré à Genève une proposition de plan, qui a reçu notre plein soutien, sans oublier le volet économique précisé par des économistes arabes et israéliens soutenus par leurs collègues français. Nous n'oublions pas non plus que les pays arabes ont eux aussi proposé, en 2002, un plan de paix global, connu sous le nom de Plan Abdallah, dont l'esprit va dans le même sens et qui assurerait à l'Etat israélien la reconnaissance formelle de l'ensemble des pays arabes en cas d'établissement d'un Etat palestinien dans les frontières de la "ligne verte" de 1967.

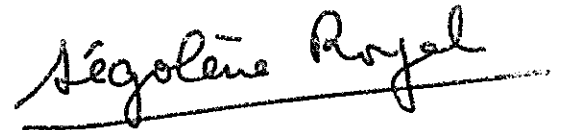
.../...
Madame Lucette BERTHOLET-HADJ AMAR
Présidente de l'Association France-Palestine-Solidarité
Maison des Associations
67, rue Saint-François de Sales – B/Q
73000 Chambéry

.../...

Les éléments d'une solution juste et durable sont donc connus: La dégradation permanente de la situation actuelle indique que la reprise d'un processus de paix ne pourra se faire sans une implication internationale plus forte et plus cohérente. C'est pourquoi je demanderai, si je suis élue Présidente de la République, que la France et l'Union européenne s'engagent encore plus activement pour la reprise immédiate des négociations de paix.

J'ai rappelé pendant ma visite au Proche-Orient que la politique unilatérale de force ne pourra jamais déboucher sur une paix durable. Le maintien ou le développement des colonies en Cisjordanie et la multiplication des humiliations liées au quadrillage du territoire par l'occupation militaire israélienne renforcent le désespoir et le sentiment de refus des Palestiniens. Certes, Israël a le droit à la sécurité et peut prendre des mesures appropriées sur son territoire. Le "mur de sécurité", que les Israéliens considèrent comme un moyen de protection, offre une sécurité illusoire. Il est, en outre, totalement inacceptable par son tracé, qui rend la vie quotidienne des Palestiniens difficile et interdirait demain la constitution d'un Etat palestinien viable. Il ne peut en aucun cas constituer le contour des frontières entre Israël et le futur Etat palestinien. La seule réponse solide et durable à l'aspiration légitime à la sécurité de la population israélienne est la reprise des négociations pour arriver à une paix juste et durable au Proche-Orient.

En espérant avoir répondu à vos interrogations, je vous prie de croire, Madame la Présidente, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink that reads "Ségolène Royal". The signature is written in a cursive style and is underlined with a single horizontal line.

Ségolène ROYAL